

Document: EB 2009/97/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 11 d) ii)
Date: 15 septembre 2009
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrir pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République de l'Équateur pour le

Projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Francisco Pichon

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2128
courriel: f.pichon@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
S&E	Suivi et évaluation
STPE	Secrétariat technique du Plan Équateur

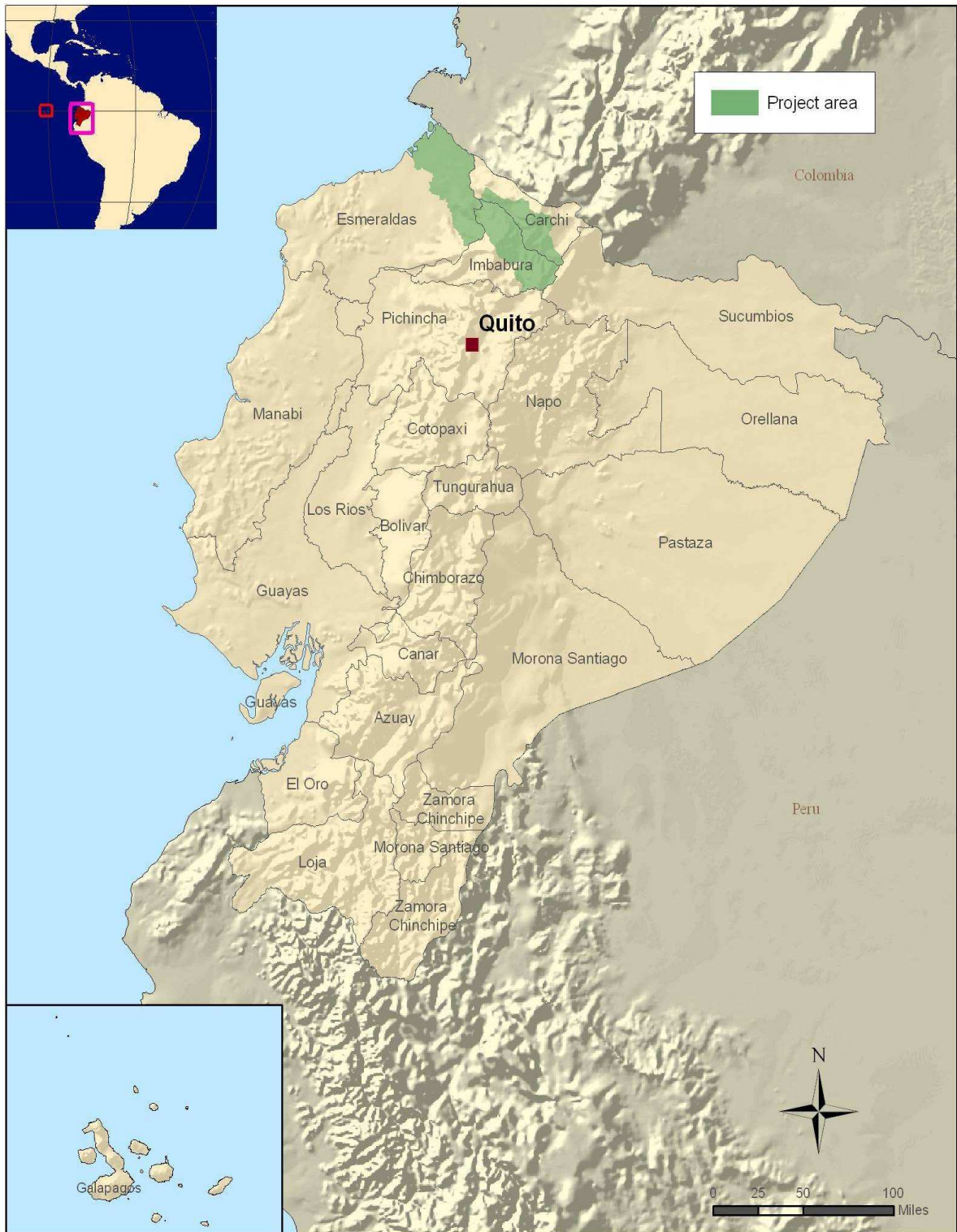
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Équateur pour le projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Carte de la zone du projet

Équateur

Projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Équateur

Projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Équateur
Organisme d'exécution:	Secrétariat technique du Plan Équateur
Coût total du projet:	13,68 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	5,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,63 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Cofinanceur:	Fonds pour l'environnement mondial – cofinancement proposé
Montant du cofinancement:	2,70 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	Gouvernement central équatorien: 1,41 million d'USD; municipalités: 198 000 USD
Contribution des bénéficiaires:	755 000 USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à la République de l'Équateur pour le projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La zone du projet se trouve dans la région frontalière septentrionale, qui a été définie comme zone stratégique d'intervention par le gouvernement et la communauté des donateurs. La région a notamment pour caractéristiques:
 - i) des niveaux de pauvreté élevés et un déficit chronique de services et d'infrastructures sociales de base; ii) de hauts niveaux d'exclusion et d'inégalité sociale; iii) une détérioration des conditions permettant la compétitivité et un emploi productif; iv) de fortes pressions sur les ressources naturelles; v) des faiblesses institutionnelles; et vi) de hauts niveaux de violence à cause du conflit en Colombie. Le projet vise à ouvrir l'accès aux marchés, à améliorer la gestion des ressources naturelles et à renforcer le capital social, tout en valorisant les identités culturelles.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Équateur un prêt d'un montant de 5,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,63 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. Le prêt du FIDA pour ce projet s'inscrit dans l'allocation triennale (2007-2009), dont le montant est de 12 269 776 USD.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le Gouvernement équatorien inclura le projet dans les activités du Secrétariat national de planification et de développement (SENPLADES), et le Ministère des finances établira le budget nécessaire dans le cadre de son exercice annuel de planification et de budgétisation.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. Bien que l'administration du Président Correa ait indiqué que l'État ferait passer les dépenses sociales avant le remboursement de la dette publique, le gouvernement continue d'honorer ses obligations de débiteur.

Flux de fonds

6. Un compte sera ouvert auprès de la Banque centrale d'Équateur pour l'exécution des activités du projet.

Modalités de supervision

7. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

Déroptions aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est envisagée.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues pour l'amélioration de la gouvernance:
 - i) recours à des cabinets d'audit privés et strict respect des directives du FIDA concernant la présentation des rapports d'audit; ii) renforcement des capacités de l'unité de mise en œuvre du projet en termes de gestion financière et de passation de marchés, avec la collaboration d'autres donateurs; iii) réunions régulières du

comité de pilotage du projet afin de s'assurer d'une progression satisfaisante; iv) recrutement du personnel fondé sur la performance, avec des évaluations annuelles sur la base d'indicateurs de performance clairs; v) missions de supervision conjointes FIDA-Fonds pour l'environnement mondial (FEM); et vi) utilisation d'un système concurrentiel et transparent pour allouer les ressources par l'intermédiaire des comités locaux responsables.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Le groupe cible est composé de la population des zones les plus pauvres des cantons choisis dans la zone d'influence de l'autoroute Ibarra-San Lorenzo, dans la région septentrionale. La population cible comprend des familles vivant dans des capitales de canton rurales ou périurbaines classées comme pauvres selon la méthode des besoins fondamentaux non satisfaits. La zone se caractérise par la diversité culturelle de la population, comprenant des colons et résidents afro-équatoriens, autochtones et *mestizos*.

Méthode de ciblage

11. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet adoptera une approche globale et n'excluant personne. La zone a été choisie sur la base d'estimations de la pauvreté réalisées grâce à la méthode des besoins fondamentaux non satisfaits et à une technique d'évaluation à petite échelle. Le projet aura recours à l'autociblage en s'appuyant sur des mécanismes d'exécution impulsés par la demande, à savoir: i) des niveaux de financement appropriés; ii) des instruments adaptés à la formulation de projet par les pauvres; iii) la fourniture d'une assistance technique en fonction du potentiel des groupes bénéficiaires; et iv) l'appui à la valorisation des atouts et l'aide aux plus vulnérables pour répondre aux critères du projet. Un ciblage direct sera proposé pour les populations vulnérables: i) les groupes ethniques africains et autochtones, sur la base des niveaux de pauvreté; et ii) les femmes, sur la base du niveau de revenu et de l'accès aux services sociaux.

Participation

12. Le projet s'appuiera sur des approches participatives déjà adoptées par des projets antérieurs du FIDA en Équateur et dans la région andine, qui sont au cœur de toutes les interventions. Les bénéficiaires recenseront leurs atouts et ceux de leurs communautés, puis identifieront, formuleront et réaliseront leurs propres projets. Le projet les aidera à s'adjoindre les services dont ils auront besoin pour la mise en œuvre.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le but du projet est de contribuer à réduire la pauvreté des colons et résidents afro-équatoriens, autochtones et *mestizos* dans les capitales de canton de la zone d'influence de l'autoroute Ibarra-San Lorenzo au sein de la région septentrionale. Son principal objectif est d'accroître et de renforcer les atouts naturels, sociaux et culturels des familles et communautés de bénéficiaires tout en facilitant l'accès aux marchés et en encourageant la préservation des identités culturelles.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le projet poursuivra trois grands objectifs politiques et institutionnels: i) protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel; ii) accroître les possibilités de croissance rurale; et iii) consolider et améliorer les partenariats stratégiques dans le cadre du Plan Équateur.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le projet s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 et du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de l'Équateur, qui favorise

le développement territorial. Le COSOP préconise, entre autres: i) de concentrer les interventions sur les zones comptant d'importantes populations autochtones et afro-équatoriennes; ii) d'intégrer davantage les questions liées aux sexospécificités et d'accroître l'assistance fournie aux femmes rurales; iii) d'approfondir la formation et le renforcement des capacités des communautés en ce qui concerne la conclusion de contrats et la prise de décision; et iv) d'aider à l'obtention d'une assistance technique et organisationnelle sur le marché et de financements pour les initiatives agricoles et non agricoles.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet est conforme aux grandes lignes du Plan de développement national 2007-2010 et au Plan Équateur, l'approche de développement intégrée du gouvernement pour la région septentrionale. Le Plan Équateur, entreprise décennale, s'est fixé les priorités suivantes: i) favoriser le développement économique et la création d'emplois; ii) améliorer l'infrastructure sociale de base; iii) gérer les ressources naturelles de façon durable; iv) renforcer l'administration de la justice et le contrôle des substances illicites; v) garantir les droits de l'homme et fournir asile et assistance humanitaires; et vi) assurer la souveraineté nationale et l'intégrité de l'État.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet sera mis en œuvre dans une zone géographique hautement prioritaire, où les efforts du gouvernement se concentrent par l'intermédiaire du Plan Équateur. Les donateurs suivants sont actifs dans la zone du projet: l'Union européenne (UE), l'Organisation des Nations Unies ainsi que les organismes d'aide des gouvernements allemand, américain, belge, canadien, espagnol et néerlandais. Outre les activités des donateurs, le gouvernement s'est entendu avec le Gouvernement espagnol pour mettre à profit des fonds résultant d'un accord existant de conversion de la dette afin de promouvoir des investissements dans la région septentrionale.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comporte quatre composantes: i) renforcement des capacités, droits des citoyens et consolidation institutionnelle; ii) gestion des ressources naturelles et environnementales; iii) création d'entreprises et de filières; et iv) réappropriation du savoir ancestral et réaffirmation des identités culturelles.

Catégories de dépenses

19. Il y a huit catégories de dépenses: i) assistance technique et formation (14%); ii) incitations (19%); iii) fonds de capitalisation (29,2%); iv) don de contrepartie (7,2%); v) don du FEM (19,7%); vi) équipement et véhicules (1,2%); vii) salaires et indemnités (7,5%); et viii) exploitation et entretien (2,1%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Le projet sera mené en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche (MAGAP) et le Ministère de l'environnement. L'expérience accumulée par l'Institution du patrimoine et par le Département des affaires culturelles de la Banque centrale d'Équateur dans la gestion des questions culturelles sera utile pour mener à bien la composante réappropriation du savoir ancestral et réaffirmation de l'identité culturelle. L'expérience en matière de création de filières de l'Agence allemande de coopération technique et de la Société de promotion des exportations et de l'investissement sera prise en compte et un partenariat pourrait être noué dans ce domaine.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Le Secrétariat technique du Plan Équateur (STPE) sera en charge de l'exécution générale du projet. Une unité d'exécution du projet s'établira à Ibarra, complétée par deux bureaux locaux à Lita et San Lorenzo. Les grandes orientations viendront d'un comité de pilotage du projet composé de représentants du Ministère des finances, du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche, du Ministère de l'environnement et du Secrétariat aux peuples, aux mouvements sociaux et à la participation citoyenne, un représentant du FIDA/FEM y prenant également part en tant qu'observateur.

Rôle de l'assistance technique

22. L'assistance technique trouvée par les bénéficiaires eux-mêmes sur le marché public s'avère efficace en Équateur et dans d'autres pays andins; elle sera appliquée à plus grande échelle dans la région septentrionale. On envisage également d'y avoir recours pour harmoniser les efforts déployés dans cette même région, afin de donner plus de poids aux initiatives en faveur du développement rural.

Situation des principaux accords d'exécution

23. Un accord subsidiaire sera signé entre le Ministère des finances et le STPE.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du projet s'élève à 13,68 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement en sont le FIDA (63%), le FEM (19,7%), le gouvernement (10,3%), les municipalités (1,4%) et les bénéficiaires (5,5%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. Le projet apportera un certain nombre d'avantages aux groupes cibles, notamment: i) une production et une productivité accrues dans les régions d'altitude; ii) la récupération de zones de mangrove grâce à un meilleur aménagement des côtes; iii) une amélioration des conditions de vie dans les hameaux et les petits établissements humains, avec moins de pollution et des possibilités accrues de mettre en place des initiatives écologiques à petite échelle; iv) des groupements d'agriculteurs à même d'identifier et de faire appuyer des alliances stratégiques productives en vue de créer des entreprises et de renforcer les filières; v) une plus grande estime de soi au sein des communautés autochtones et afro-équatoriennes; et vi) des valeurs culturelles plus affirmées, des traditions et des sites patrimoniaux retrouvés ainsi qu'une reconnaissance de l'artisanat local.

Viabilité économique et financière

26. Une analyse de rentabilité a été réalisée séparément pour chaque composante: i) gérer les ressources environnementales et naturelles: le rapport coût-avantage est de 2,12; la valeur actuelle nette est positive et le taux de rentabilité économique s'établit à 24% à la fin d'une période décennale; ii) faciliter la création d'entreprises et de filières: le rapport coût-avantage est remarquable, à 5,9; la valeur actuelle nette est très positive et le taux de rentabilité économique est de 30% sur une période de dix ans; et iii) retrouver le savoir ancestral et l'identité culturelle: le rapport coût-avantage est de 2,14; la valeur actuelle nette est positive et le taux de rentabilité économique est de 27,3 sur une période de dix ans. Le résultat des simulations indique que le projet est financièrement et économiquement viable. Ces valeurs sont susceptibles de changer lorsque le coût et les estimations de financement seront examinés durant la première année de mise en œuvre.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. Le projet formera des alliances avec des programmes régionaux financés par le FIDA et d'autres instituts de recherche nationaux et internationaux à des fins de gestion des savoirs. L'expérience acquise dans le cadre du projet sera soigneusement consignée et les résultats feront l'objet d'une diffusion.

Innovations en matière de développement

28. Le projet s'appuiera sur les pratiques innovantes consistant à: i) introduire le principe du développement d'un couloir économique reliant les zones rurales à de petites ou moyennes villes, tout en multipliant les possibilités d'emploi non agricole et les activités génératrices de revenus dans le cadre du développement territorial; ii) développer des initiatives fondées sur la culture qui permettront de contribuer au renforcement des valeurs, croyances, connaissances, compétences et pratiques communes aux membres d'un groupe social et de favoriser les expressions créatives, les connaissances traditionnelles et les ressources culturelles qui font partie de l'existence des peuples; iii) employer des membres de la communauté locale dans l'assistance technique; et iv) mettre en place des mécanismes de transfert de fonds compétitifs. Grâce au don du FEM, une nouvelle innovation sera introduite sous la forme de paiements en échange de services environnementaux.

Approche d'élargissement

29. Il est prévu que les enseignements tirés des activités d'exécution menées dans le cadre du projet de développement du couloir central, actuellement en cours d'exécution, et dans d'autres pays andins soient mis à profit dans la région septentrionale et qu'à mi-parcours de l'entreprise, une approche globale ait été élaborée s'agissant du développement de la zone frontalière du nord.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le projet est confronté à trois grands risques: i) une détérioration de la sécurité et une hausse de la violence dans la région septentrionale; ii) une dégradation des capacités productives des ressources naturelles en raison de l'intensification des activités agricoles et de l'exploitation forestière; et iii) une faible capacité d'exécution du STPE. Ces risques peuvent être atténués par une forte participation des parties prenantes, une présence adéquate sur le terrain et un renforcement des capacités, ainsi qu'en instillant un sentiment d'appropriation des initiatives et en apportant la preuve des avantages attendus. La mise en œuvre du Plan Équateur peut prévenir la violence dans la zone du projet et favoriser le développement rural.

Classification environnementale

31. En vertu des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, étant donné qu'il ne présente pas de risque écologique significatif pour l'environnement.

K. Durabilité

32. La concertation entre les autorités nationales, provinciales et locales sur l'harmonisation des investissements en faveur des ruraux pauvres aura une importance capitale pour le développement durable. À mesure que les communautés acquerront les connaissances nécessaires pour valoriser leurs atouts matériels et continuer de le faire, la gestion durable des ressources naturelles se fera progressivement réalité.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République de l'Équateur et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié ne sera pas distribuée lors de la session. Le Conseil est invité à approuver la proposition relative au projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo sous réserve que les négociations du prêt soient conclues dans les six mois suivant l'approbation du Conseil d'administration. Une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée lors d'une session ultérieure, ainsi que toute modification importante apportée aux conditions présentées au Conseil.
34. La République de l'Équateur est habilitée en vertu de ses lois à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Équateur un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à cinq millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 550 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Key reference documents

Country reference documents

National Development Plan (NDP) 2007 – 2010.

Plan Ecuador.

UNDP, SENPLADES, "II National Report on MDG", Quito –Ecuador. 2008.

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Other miscellaneous reference documents

Simoni, P., "Lessons learned in IFAD Projects in Peru", IFAD, June 2007, Rome.

World Bank, "Poverty Reduction and Local Rural Development (PROLOCAL) Project" Implementation Completion and Results Report, February 2008.

Logical framework

Narrative	Indicators (RIMS indicators in italics)	Means of Verification	Assumptions and Risks
<p>Goal Poverty levels of communities and localities in the project area decreased</p>	<ul style="list-style-type: none"> At project completion, poverty and extreme poverty levels by consumption in the project area have been reduced by 10 per cent according to the National Living Conditions Household Survey. Reduction in chronic malnutrition to 45 per cent according to the National Development Plan 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline Survey, midterm and completion surveys 	
<p>Objective Beneficiary families and communities have increased their natural, social, productive and cultural assets and enhanced their citizens' rights, and the institutional framework has been strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> <i>Direct beneficiaries 9000 households (1000 indigenous. 5800 Afro- Ecuadorian, 2200 mestizos, 20 per cent women-headed households).</i> 9000 households increase the value of their assets by 10 per cent (35 per cent managed by women) <i>3500 hectares improved through soil and water conservation methods</i> <i>40 per cent of households have adopted at least two technological practices for national resource management (NRM)</i> 70 per cent organizations and associations participate in commercial economic flows <i>80 per cent of agricultural enterprises operate profitably after three years</i> 80 per cent of cultural indigenous and Afro-Ecuadorian initiatives contribute to increased incomes by 20 per cent 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study, midterm review and end of project evaluation; Specific monitoring and evaluation (M&E); community participatory mapping exercises. Participatory video recordings Systematizations of experiences 	<ul style="list-style-type: none"> Government maintains its policies on poverty reduction and territorial development Inherent risks derived from the conflict in Colombia reduced
<p>Output 1. Rural poor families have valued their natural and cultural assets, enhanced their citizens' rights, and the institutional framework has been strengthened</p>	<p><u>Component 1. Capacity-building, enhanced citizens' rights and institutional strengthening</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Communities in 35 parishes identify their assets and assess physical vulnerabilities Number of individuals with identity documents and access to social benefit programs Number of beneficiary organizations and associations with legal recognition Number of operational local resource allocation committees (LRACs) with gender representation Enhanced capacity of TSPE to address gender, M&E and conflict mediation 	<ul style="list-style-type: none"> Mapping reports Civil Registry/SELBEN Registries Business ventures registration Notarized documents Records of LARC meetings 	<p>Continued Government support for Plan Ecuador strategies and activities</p>
<p>Output 2. Poor families, their organizations and rural promoters are familiar with and apply appropriate practices and technologies for improving the management of natural and environmental resources and their human settlements</p>	<p><u>Component 2 Improvement of natural and environmental resources</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 7000 families (20 per cent women-headed households) participating in competitions are familiar with better soil and water management practices and vegetation coverage 360 agricultural technicians (254 women) trained in NRM and climate change 400 women and 1500 young people with improved knowledge on conservation and NRM 24 human settlements have improved their environmental conditions 90 groups of house occupants in villages and hamlets representing 1350 families with 900 improved homes in the project area 16 projects for 3000 families for improving solid waste disposal implemented 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluations on NRM; health, housing and living conditions Focus group discussions; Participatory maps Training provision and performance evaluation. Social auditing; focus group discussions; gender studies M&E studies, annual reports 	<p>Intensified agricultural production does not have a negative impact on natural resources</p>
<p>Output 3. Small-scale producers have at their disposal methodologies and instruments for undertaking business ventures Output 4. Small –scale producer organizations are able to administer, negotiate and participate in value chains in accordance with dynamic and demanding markets</p>	<p><u>Component 3 Development of business ventures and value chains</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 50 productive initiatives or groups with a total of 4000 members involved in at least one transformation process implemented 4000 individuals (35 per cent women) trained in within the value chain concept 50 producer groups strengthened for market insertion (18 enterprises in which women hold leadership roles) 50 producer groups integrated entrepreneurially in production and marketing circuits 4000 families inserted in markets with 2 or more linkages in value chains resulting in increased income 	<ul style="list-style-type: none"> Producer surveys; focus group discussions; evaluation studies on training activities Marketing studies Registry of commercial ventures and enterprises Systematization of experiences Producer surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Implementation not endangered by adverse Government decisions There is market demand and prices are adequate
<p>Output 5. Knowledge of cultural values, traditions and heritage recognized, valued and disseminated, and profitable cultural initiatives promoted. Output 6. Formal and informal educational models for revitalizing indigenous and Afro-Ecuadorian culture promoted and adopted</p>	<p><u>Component 4. Recovery of ancestral knowledge and reaffirmation of cultural identities</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 25 cultural initiatives contribute towards increased incomes; 50 organizations with increased self-esteem (<i>20 per cent of groups led by women</i>); traditional indigenous and Afro-Ecuadorian knowledge valued, published and disseminated 10 heritage, cultural and tourism centres rehabilitated for income generation; 30 educational centres established as models for cultural education and strengthened; <i>60 teachers and cultural promoters trained</i>; teaching materials distributed and used in 30 educational centres 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation of cultural initiatives; Focus group discussions Economic studies of heritage sites Evaluations on educational centres; teacher interviews; assessment of use of teaching materials Documents produced and distributed 	<p>Ministry of Education willing to consider inclusion of cultural studies in the curricula</p>

